



Demande de

☒ Permis d'aménager

comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions

☐ Permis de construire

comprenant ou non des démolitions

cerfa
N° 13409*09

A partir du 1er janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs,...).
- Vous réalisez une nouvelle construction.
- Vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- Votre projet comprend des démolitions.
- Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

PA 062 899 22 000 01
PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie
le **15 08 2022**

Dossier transmis :

- ☒ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale

Cachet de la mairie

1 - Identité du demandeur¹

Le demandeur indique dans le cadre ci-dessous s'il sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de plusieurs demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir de deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance

Date :

Commune :

Département :

Pays :

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Conservatoire du littoral

Raison sociale :

N° SIRET : 18000501900047

Type de société (SA, SCI,...) : Etablissement public administratif

Représentant de la personne morale :

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : GRAVES

Prénom : Arnault

2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 19

Voie : Quai Giard

Lieu-dit :

Localité : Wimereux

Code postal : 62930 BP : Cedex :

Téléphone : 0321326900

indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

m.calcoen@conservatoire-du-littoral.fr

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

2Bis - Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)²

Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées :

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom :

Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Téléphone :

indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

@

¹ Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

² J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée.

Transmission par voie électronique :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

3 - Le terrain :

3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro :

Voie :

Lieu-dit : LE PHARE

Localité : WISSANT

Code postal : 6 2 1 7 9

Références cadastrales³ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 10)

Préfixe : Section : A D Numéro : 0 0 6 7

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 1355

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre à remplir de construction.

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes) Quel que soit le secteur de la commune

- ☐ Lotissement
 - ☐ Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
 - ☐ Terrain de camping
 - ☐ Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
 - ☐ Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
 - ☐ Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
 - ☐ Aménagement d'un golf
 - ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
 - ° Contenance (nombre d'unités) :
 - ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol
 - ° Superficie en m² :
 - ° Profondeur (pour les affouillements) :
 - ° Hauteur (pour les exhaussements) :
 - ☐ Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
 - ☐ Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles
- Dans les secteurs protégés
- Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé³
- ☒ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
 - ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchyliques, pastorales et forestières
- Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques³ :
- ☐ Création d'une voie
 - ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
 - ☐ Création d'un espace public
- Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle³ :
- ☐ Création d'un espace public

³ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

- Amélioration de la qualité paysagère des accès et abords des gîtes du Petit phare incluant :
- une réduction d'emprise de l'ancienne route départementale
 - le remplacement du mobilier (clôtures, portails)
 - l'aménagement des circulations aux abords des bâtiments (terrasses, sentiers PMR, accès VL)
 - la plantation de haies bocagères et charmilles

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) : 3780

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés :

Surface de plancher maximale envisagée (en m²) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
☐ La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux définition différés ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

Consignation en compte bloqué ☐ ou Garantie financière d'achèvement des travaux ☐

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ?

Oui ☐ Non ☐

4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :

Nombre maximal de personnes accueillies :

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL :

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) :

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 - À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 - Architecte

Vous avez eu recours à un architecte* : Oui ☐ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Nom de l'architecte : _____ Prénom : _____

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

N° récépissé déclaration à l'ordre des architectes : _____

Conseil Régional de : _____

Téléphone : _____ ou Télécopie : _____ ou

Adresse électronique : _____ @

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous⁵ :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 - Nature du projet envisagé

☐ Nouvelle construction

☐ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

* Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

⁵ Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

5.3 - Informations complémentaires

- Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :
- Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :
Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro
☐ Autres financements :
- Mode d'utilisation principale des logements :
Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location ☐
S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale ☐ Résidence secondaire ☐
Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐
☐ Autres annexes à l'habitation :
- Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :
Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme ☐
Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées ☐
☐ Autres, précisez :
- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :
1 pièce 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus
- Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol
- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :
Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif : Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐
Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir ☐

5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

surfaces de plancher⁷ en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁸ (B)	Surface créée par changement de destination ⁹ (C)	Surface supprimée ¹⁰ (D)	Surface supprimée par changement de destination ¹¹ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Commerce						
Artisanat ¹²						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m ²)						

⁷ Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,90 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des tomes, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

⁸ Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non construit en surface de plancher des constructions existantes (garage d'une habitation en chambre).

⁹ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

¹⁰ Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitué de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

¹² L'activité d'artisan est définie par la loi n° 95-603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants : « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 96-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).

Surface de plancher¹² en m²

Destinations ¹³	Sous-destinations ¹⁴	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée (B)	Surface créée par changement de destination ¹⁶ ou de sous-destination ¹⁷ (C)	Surface supprimée ¹⁵ (D)	Surface supprimée par changement de destination ¹⁶ ou de sous-destination ¹⁷ (E)	Surface totale = (A)+(B)+(C)-(D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services au consommateur (accueil d'une clientèle)						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements (non touristiques)						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
	Autres						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces initiales (en m ²)							

¹² Vous pouvez vous aider de la fiche d'usage pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, situées à partir du nu intérieurement des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des tremies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

¹³ Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme.

¹⁴ Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme.

¹⁵ Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle créée à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un garage d'une habitation en chambre).

¹⁶ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitations.

¹⁷ Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

¹⁸ Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce et d'un local technique dans un immeuble commercial).

5.7 - Stationnement

Nombre de places de stationnement :

Avant réalisation du projet :

□□□□

Après réalisation du projet :

□□□□

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement :

m² dont surface bâtie :

m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non affectées au stationnement (m²) :

6 - À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☐ Démolition totale

☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logement démolis : □□□□

7 - Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom :

Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : □□□□□□ BP : □□□□ Cedex : □□□

Adresse électronique :

@

Si cette personne habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

8- Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- ☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- ☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- ☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- ☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- ☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
- ☐ relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- ☐ se situe dans les abords d'un monument historique

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

À : Wimereux...

Le : 18/08/2022



Arnault GRAVES

Le Délégué de Rivages
Manche Mer du Nord
Conservatoire du littoral
Arnault GRAVES

Signature du (des) demandeur(s)

Dans le cadre d'une saisine par voie papier :

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable où se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Pour un permis d'aménager un lotissement :

☐ En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

☐ Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Information à remplir sur le professionnel sollicité:

☐ architecte ☐ paysagiste-concepteur

Nom :

Prénom :

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Téléphone :

Adresse électronique :

Pour les architectes uniquement :

N° récépissé déclaration à l'ordre des architectes :

Conseil régional de :

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 39

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 5341

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²) : 6.732

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1- Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier.

Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2- Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère de la transition écologique, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R423-75 à R423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R.423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère de la transition écologique, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

- A l'adresse suivante : rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr **ou** dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr
- Ou par courrier (avec une copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :
Ministère de la transition écologique
Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales
A l'attention du Délégué à la protection des données
SG/DAJ/AJAG1-2, 92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

A l'attention du délégué à la protection des données ;
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 Paris Cedex 07



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis d'aménager

**Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe**

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R. 423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)¹⁹. Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PA1, PA4, PA17 et PA19, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art. A. 431-9 et A. 441-9 du code de l'urbanisme].

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> PA1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 441-2 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PA2. Une notice décrivant le terrain et le projet d'aménagement prévu [Art. R. 441-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PA3. Un plan de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords [Art. R. 441-4 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PA4. Un plan de composition d'ensemble du projet coté dans les trois dimensions [Art. R. 441-4 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires

2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PA4-1. Le bilan de la concertation [Art. L. 300-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PA5. Deux vues et coupes faisant apparaître la situation du projet dans le profil du terrain naturel [Art. R. 442-5 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA6. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA7. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA8. Le programme et les plans des travaux d'aménagement [Art. R. 442-5 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA9. Un document graphique faisant apparaître une ou plusieurs hypothèses d'implantation des bâtiments [Art. R. 442-5 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA10. Un projet de règlement s'il est envisagé d'apporter des compléments aux règles d'urbanisme en vigueur [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme] Le pourcentage consacré aux logements sociaux en cas de réalisation d'un programme de logement, si vous êtes dans un secteur délimité par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels une partie doit être affectée à des logements sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA11. Si nécessaire, l'attestation de la garantie d'achèvement des travaux exigée par l'article R. 442-14 du code de l'urbanisme [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

¹⁹ Se renseigner auprès de la mairie

<input type="checkbox"/> PA12. L'engagement du lotisseur de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots [Art. R. 442-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols :	
<input type="checkbox"/> PA12-1. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude de sols et sa prise en compte dans la conception du projet de lotissement. [Art. R. 442-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d'aménager, dans la limite du nombre maximum de lots autorisés :	
<input type="checkbox"/> PA12-2. L'attestation de l'accord du lotisseur [Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain de camping ou d'un terrain aménagé pour l'hébergement touristique	
<input type="checkbox"/> PA13. Un engagement d'exploiter le terrain selon le mode de gestion que vous avez indiqué dans votre demande [Art. R. 443-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PA14. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA14-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 441-5 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 (Article L. 414-4 du code de l'environnement) :	
<input type="checkbox"/> PA15-1. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 441-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :	
<input type="checkbox"/> PA15-2. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 441-6 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :	
<input type="checkbox"/> PA 15-3. L'attestation assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-6-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite une autorisation de défrichement :	
<input type="checkbox"/> PA16. Copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 441-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PA16-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L.512-6-1, L.512-7-6 et L.512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :	
<input type="checkbox"/> PA16-2. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R.441-8-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PA17. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :	
<input type="checkbox"/> PA17-1. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier

3) Pièces à joindre si votre projet comporte des constructions :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> PA18. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PA19. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA20. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Art. R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires

Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> PA21. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :

<input type="checkbox"/> PA22. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :

<input type="checkbox"/> PA23. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA23-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :

<input type="checkbox"/> PA23-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif

<input type="checkbox"/> PA23-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :

<input type="checkbox"/> PA24. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :

<input type="checkbox"/> PA25. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet nécessite un agrément :

<input type="checkbox"/> PA26. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

<input type="checkbox"/> PA27. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique

<input type="checkbox"/> PA28. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :

<input type="checkbox"/> PA28-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique prévu par l'art. R. 122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA28-1-1 Le formulaire attestant la prise en compte des performances énergétiques et environnementale et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie en application de l'article R.111-20-8-D du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet fait l'objet d'une concertation :

<input type="checkbox"/> PA28-2. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé.

<input type="checkbox"/> PA28-3. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols.

<input type="checkbox"/> PA28-4. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151.41 4°) du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/> PA29. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme]

<input type="checkbox"/> PA29-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :

<input type="checkbox"/> PA30. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA31. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA32. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA33. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.831-1 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

<input type="checkbox"/> PA34. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA35. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite un défrichement :

<input type="checkbox"/> PA36. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :

<input type="checkbox"/> PA37. Une justification du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/> PA38. Une justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> OU, si la demande de PC vaut demande de permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PA39. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet se situe dans un lotissement :

<input type="checkbox"/> PA40. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 Ier al du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA41. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22 -1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA41-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22 -1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :

<input type="checkbox"/> PA42. Une copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA43. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :

<input type="checkbox"/> PA44. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA45. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PA46. Le plan de situation du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> OU PA47. La promesse synallagmatique de concession ou acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :

<input type="checkbox"/> PA48. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :

<input type="checkbox"/> PA49. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :

<input type="checkbox"/> PA50. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
---	---------------

Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :

<input type="checkbox"/> PA51. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PA52. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<input type="checkbox"/> PA52-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/> PA53. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatifs à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/> PA54. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à la redevance bureaux :

<input type="checkbox"/> PA58. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. A. 520-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------



ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

*Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe*

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette fiche doit être remplie par le demandeur du permis de construire ou du permis d'aménager, quelle que soit la nature du projet. Elle doit être complétée en fonction des informations relatives au projet de construction ou d'aménagement, et doit être accompagnée des documents justificatifs. Elle doit être remplie en 3 exemplaires, dont un original et deux copies, et doit être déposée avec la demande de permis de construire ou de permis d'aménager.

PA 062 899 22 00001

PC ou PA Dpt Commune Aire N° de dossier

1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être renseignées, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) : 0 m²

Surface taxable créée des parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale, ainsi que des locaux clos et couverts (2bis) à usage de stationnement non situés dans la verticalité du bâti : 0 m²

Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement situés dans la verticalité du bâti : 0 m²

Surface taxable démolie de la (ou des) construction(s)²⁰ : 0 m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert non situées dans la verticalité du bâti (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert situées dans la verticalité du bâti (2 bis)
Dont :	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)				
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)				
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro (PTZ) (5)				
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)				
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)					
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)					
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé				
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS				
	Bénéficiant d'autres prêts aidés				
Nombre total de logements créés					

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante ? m²

Quel est le nombre de logements existants ?

Quelle est la surface taxable démolie ? m²

1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert non situées dans la verticalité du bâti (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert situées dans la verticalité du bâti (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m ² (9)				
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes				
Locaux industriels et artisanaux ainsi que leurs annexes				
Maisons de santé mentionnées à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique				
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)				

²⁰ Information à compléter uniquement si le projet de démolition s'accompagne d'un agrandissement.

Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)			
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)			
	Surfaces créées		
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)			

1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) :

Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine :m²

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs :

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m :

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol :m²

1.4 – Redevance d'archéologie préventive :

Votre projet affecte-il le sous-sol (terrassement(s), fondation(s), creusement, rabotage ou excavation) ?

Oui ☐ Non ☐

1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ?

Oui ☐ Non ☐

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ?

Oui ☐ Non ☐

2 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal relatif à la taxe d'aménagement ou à la redevance d'archéologie préventive	
<input type="checkbox"/> F3. Le rescrit fiscal [R. 331-11-1 du code de l'urbanisme et/ou R. 524-11 du code du patrimoine]	1 exemplaire par dossier

3 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si vous pensez bénéficier d'une exonération prévue à l'article L. 331-7 1° du code de l'urbanisme, selon les cas :	
<input type="checkbox"/> F4. Le statut de l'établissement public (à caractère industriel et commercial ou administratif)	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F5. Les statuts de l'association et le justificatif de la gestion désintéressée au sens de l'article 206 1 bis 1er alinéa du code général des impôts	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F6. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F7. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F8. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F9. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, certifiant que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine(14) :	
<input type="checkbox"/> F10. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

4 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Si à échéance de vos taxes vous n'habitez plus à l'adresse figurant sur la demande d'autorisation, merci de renseigner l'adresse d'envoi des titres de perception

Nouvelle adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Date

18/08/2022

Nom et Signature du déclarant

Arnault GRAVES


 Le Délégué de Rivages
 Manche Mer du Nord
 Conservatoire du littoral
 Arnault GRAVES

PA 1 | Plan de situation (1/2)

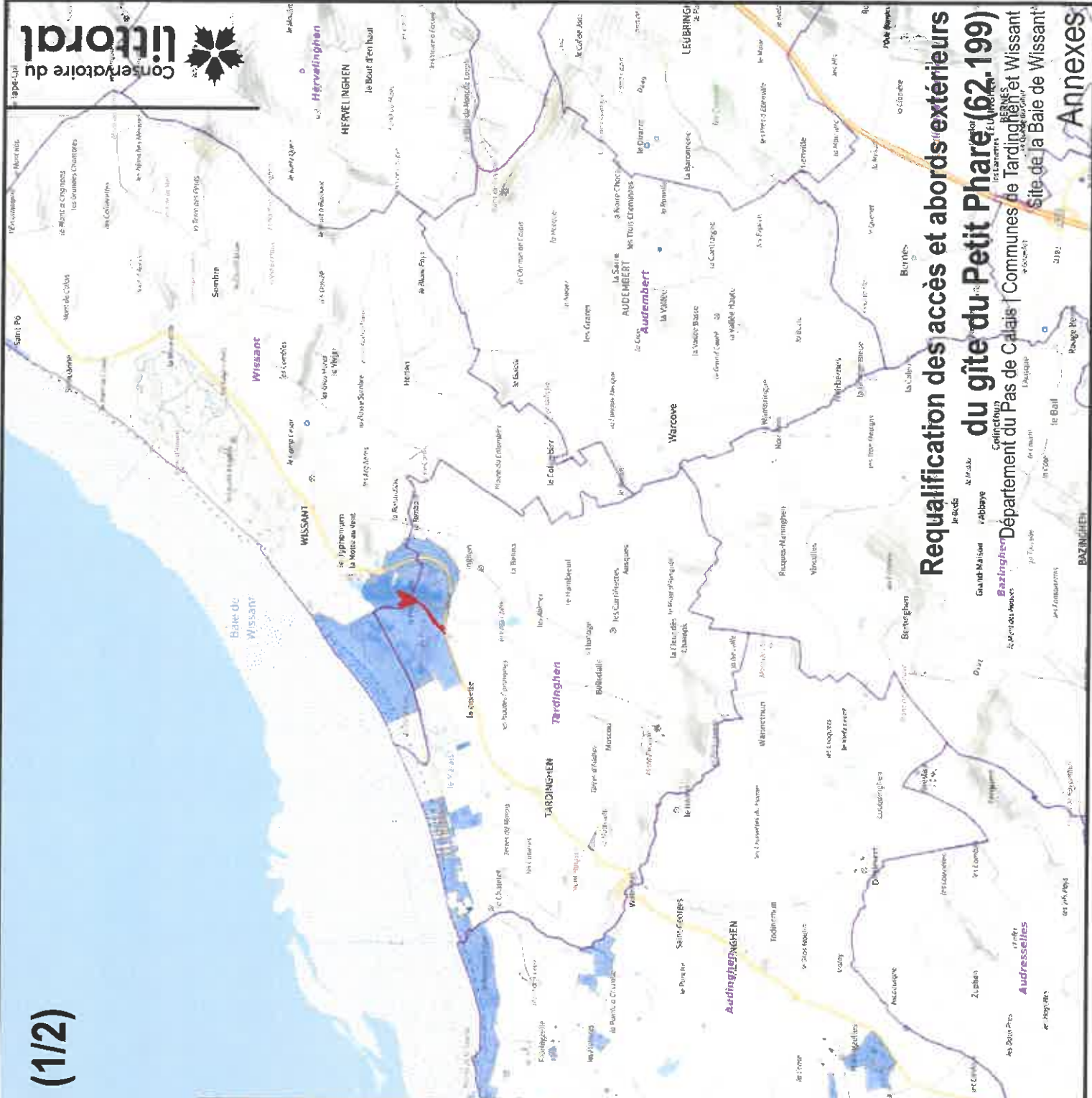
 Périmètre du projet



Juillet 2022

Echelle 1 : 50 000

0 1000 m



Requalification des accès et abords extérieurs du gîte du Petit Phare (62.199)

Grand Naision
Bazinghen
Département du Pas de Calais | Communes de Tardinghen et Wissant
Site de la Baie de Wissant

Annexes

PA 1 | Plan de situation (2/2)

-  Périmètre du projet
-  Propriétés du Cdt
-  Limites communales



Juillet 2022

Échelle 1 : 2 000

0 50 m



Wissant
Tardinghen

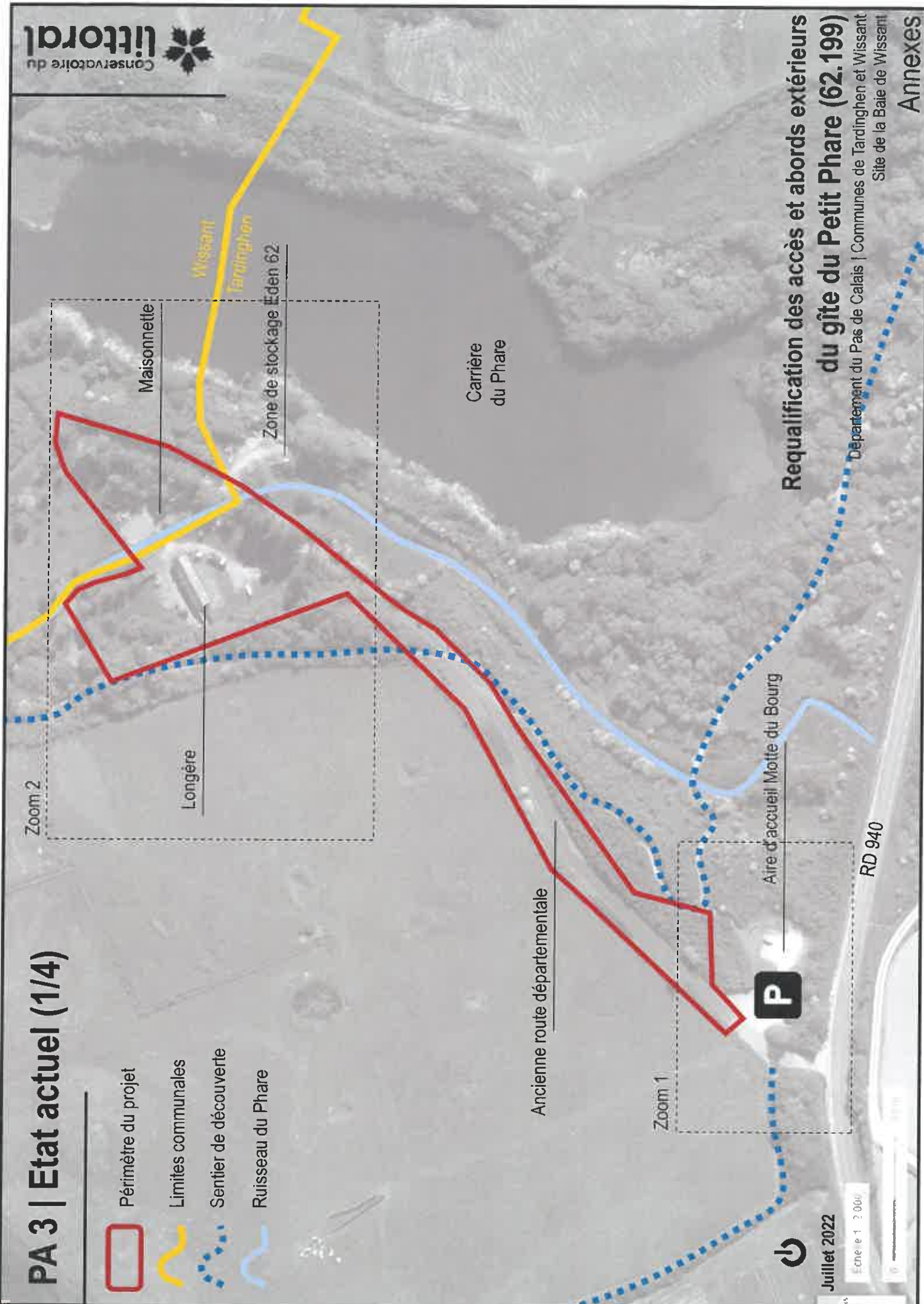
Requalification des accès et abords extérieurs
du gîte du Petit Phare (62.199)

Département du Pas de Calais | Communes de Tardinghen et Wissant
Site de la Baie de Wissant

Annexes

PA 3 | Etat actuel (1/4)

-  Périmètre du projet
-  Limites communales
-  Sentier de découverte
-  Ruisseau du Phare



Juillet 2022

Echelle 1 : 2 000

Requalification des accès et abords extérieurs
du gîte du Petit Phare (62.199)

Département du Pas de Calais | Communes de Tardinghen et Wissant
Site de la Baie de Wissant

Annexes



PA 3 | Etat actuel (2/4)

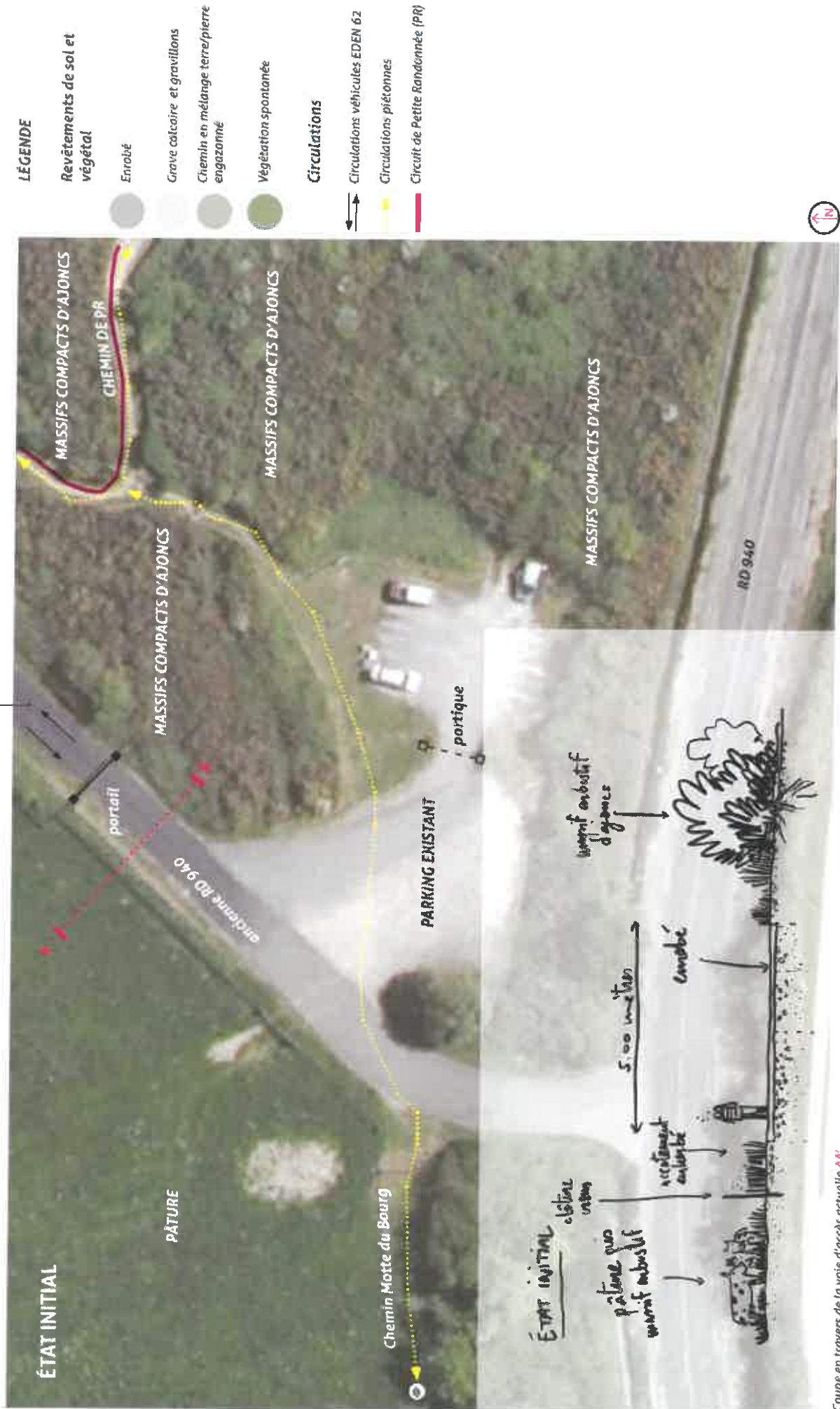
LÉGENDE

- (P) Parking existant
- (G) Maison du Petit Phare (projet de création de gîtes)
- (D) Dépôt technique EDEN 62
- (e) Point de vue remarquable existant
- 1 Ancienne RD 940 - entrobé d'origine - voie à 5 mètres
- 2 Traversée avec marquage au sol routier et escaliers
- Sentier existant
- Chemin Petite Randonnée (PR) existant



PA 3 | Etat actuel (3/4)

Voie de 5 mètres en enrobé
Ancienne Route Départementale



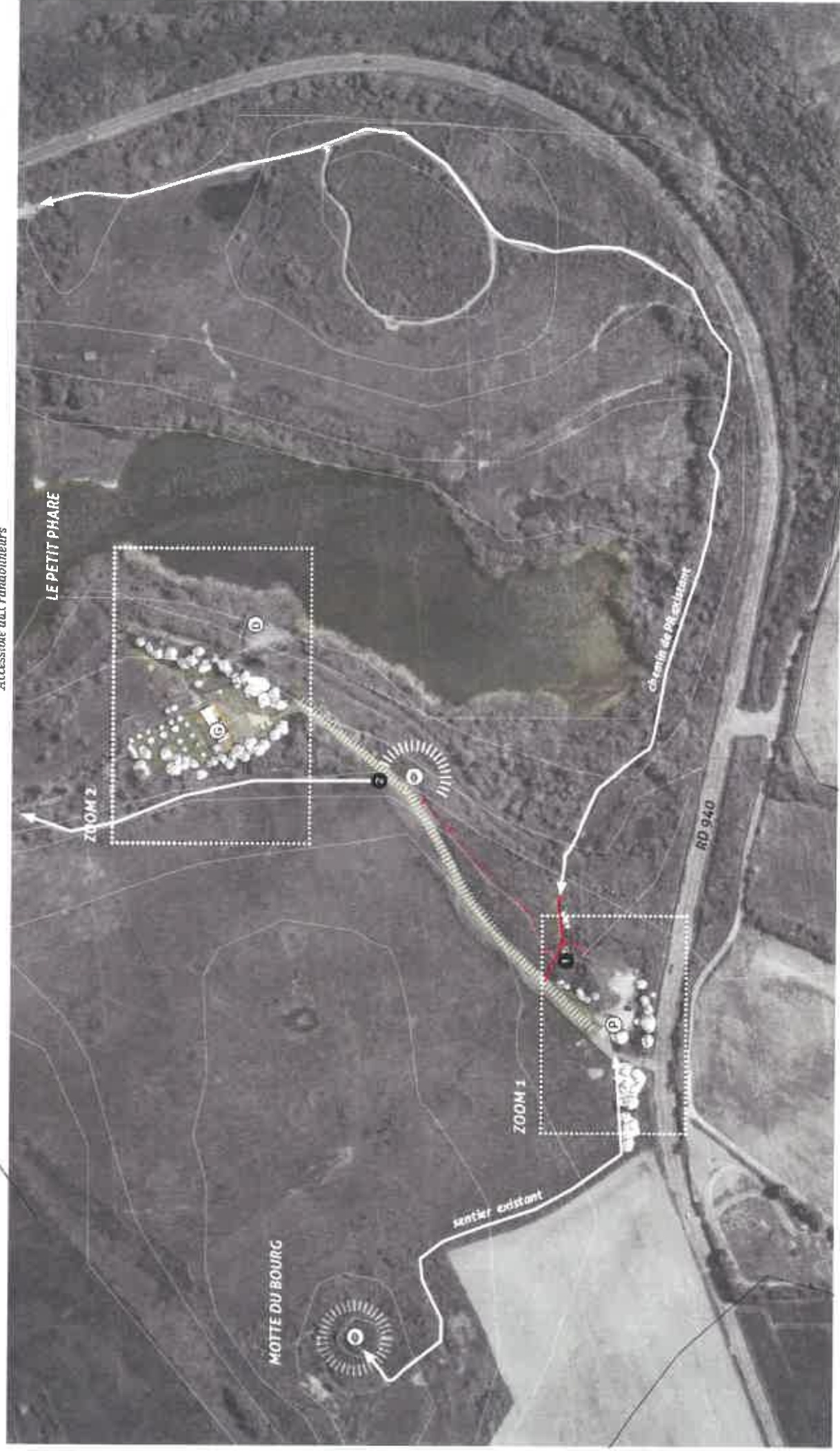
PA 3 | Etat actuel (4/4)



PA 4 | Etat projeté (1/4)

LÉGENDE

- Parking existant (hors projet)
- Maison du Petit Phare (création de gîtes)
- Dépôt technique EDEN 62
- Point de vue remarquable
- Jonction chemin pedestre créée
- Ancienne RD requittifiée en chemin Accessible aux randonneurs
- Point de vue créé (suppression ajonc)
- Escalier maintenu
- Section créée Chemin Petite Randonnée (PR) à travers les ajonc
- Section supprimée (renaturation)



PA 4 | Etat projeté (2/4)

Haie existante
maintenue

Réduction emprise de la voie
à 4 mètres

Section PR créée
20 m² sur sol existant
avec débroussaillage ajoncs: 60m²

LÉGENDE



Bordures emprise existant maintenues
(passages de roues)



Surfaces en mélange terre/pierre
engazonnée



Végétation spontanée

1 Barrière en bois automatisée
h. 1.20 m - L. 4.00 m

2 Passage sélectif en bois pour
piétons

3 Chemin d'accès pavé
(gîtes + dépôt EDEN 62
+ randonneurs + agriculteur)

4 Chemin PR à travers les ajoncs

5 Renaturation (ancien chemin)



ÉTAT PROJETÉ

4.00 m

tonne/pierre
engazonnée

renaturation

emprise existant
maintenue

4.50 0.80 4.50 m

Coupe en travers de la voie d'accès actuelle BB'

LA MOTTE DU SOUKS, Tardingham, Grand Site de France Les Deux Caps_Aménagement des abords des futurs gîtes et de leur voie d'accès partagée

_Elise & Martin HENNEBICQUE_paysagistes, Mission Assistance à Maîtrise d'Œuvre

PA 4 | Etat projeté (3/4)



LÉGENDE

Revêtements de sol

Sabie stabilisé renforcé (Marquise) (PMR)
+ voilages bois

Pavés sciés grès (PMR) - réemploi
(traitement des seuils des gîtes)

Platelage bois - mélèze

Strates végétales

Fauche régulière (chemins piétons et bordures de
chemins) + chemin carrossable existant gravillonné
décompacté / engazonné

Fauche tardive (herbes hautes)

Plantes tapissantes de structure type *Geranum
macrorrhizum*

Hales de charmittes créées

Traitement des limites

Ganivelle existante

Ganivelle à poser

Triple fûlins galvanisés + poteaux chatagnier

Barrière en bois double vantaux /
h: 0.7 m - l: 3 m

Barrière forestière pivotante /
h: 0.8 m - l: 3 m

Portillons bois / h: 1.20 m - l: 1 m

1 Chemin d'accès (ancienne RD requilifiée)

2 Aire de stationnement gîtes dont 1 place PMR

3 Allée existante en gravillons décompactée
engazonnée

4 Poulailier (?) ou local vélos

5 Vieux frêne télard préservé

6 Ruisseau

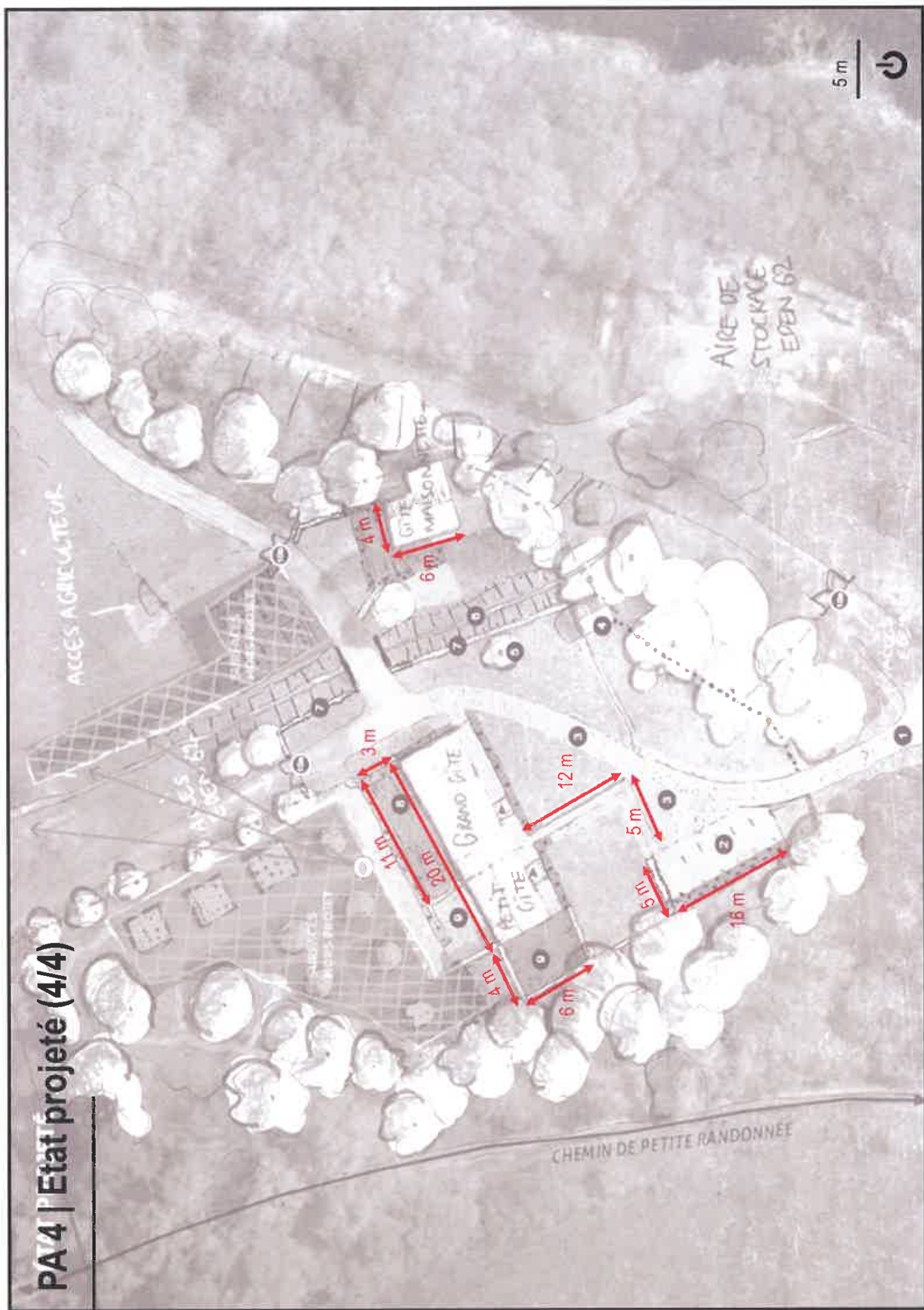
7 Haie basse de charmitte

8 Espace privatif en lien avec le grand gîte

9 Espaces privatifs en lien avec le petit gîte



PA 4 | Etat projeté (4/4)



Requalification des accès et abords extérieurs des gîtes du Petit Phare

62.199 | Département du Pas de Calais | Communes de Tardinghen et Wissant



PA 2 | Note de présentation des aménagements projetés V1_20220818

Annexée à la demande de Permis d'Aménager

Août 2022

Sommaire

1	Périmètre de projet	3
2	Les gîtes du Petit phare	3
3	Contexte réglementaire	3
3.1	Espace Naturel Remarquable (commune littorale)	3
3.2	Site inscrit	4
3.3	Site Natura 2000	4
3.4	Zonage PLUi CCT2C	5
3.5	Synthèse des procédures applicables ou écartées	5
4	Description des travaux envisagés	6
4.1	Recalibrage et requalification paysagère de l'ancienne RD	6
4.1.1	Amélioration de la qualité paysagère	6
4.1.2	Connexion piétonne depuis le sentier de découverte	7
4.1.3	Cas particulier du portail d'entrée	9
4.2	Aménagement des abords du gîte	10
4.2.1	Circulations	10
4.2.2	Stationnements	12
4.2.3	Mobilier	13
4.2.4	Plantations	16
5	Montage opérationnel	17
6	Calendrier d'intervention	17

Table des illustrations

Figure 1	Zonages Sites inscrits – Sites classés – Géoïde DREAL HdF	4
Figure 2	Zonages Natura 2000 – Géo-ide DREAL HdF	4
Figure 3	Vue actuelle de l'ancienne RD	6
Figure 4	Coupes avant-après assise ancienne RD	6
Figure 5	Vue sur la traversée piétonne	7
Figure 6	Emplacement de la future connexion piétonne	7
Figure 7	Création d'une nouvelle connexion et renaturation	8
Figure 8	Vue sur le portail d'entrée	9
Figure 9	Portail d'entrée double vantaux automatisé	9
Figure 10	Photos de références pavés sciés et stabilisé de Marquise	10
Figure 11	Cotes des surfaces concernées (zoom)	11
Figure 12	Coupe structurelle sable stabilisé de Marquise	11
Figure 13	Situation actuelle du stationnement	12
Figure 14	Cotes des surfaces concernées (zoom)	12
Figure 15	Vue de l'entrée avec ganivelles, portail et lisse béton	13
Figure 16	Schéma de référence pour les portails d'accès en bois	13
Figure 17	Photo de référence de terrasse en mélèze non traité	14
Figure 18	Cotes des surfaces concernées (zoom)	14
Figure 19	Photo de référence clôture piquets châtaignier double filin acier	15
Figure 20	Cotes des linéaires concernés (zoom)	15
Figure 21	Cotes des linéaires concernés (zoom)	15
Figure 22	Photo de référence de ganivelle châtaignier	15

1 | Périmètre de projet

Le projet présenté dans le cadre de cette note concerne le site de la baie de Wissant, le lieu-dit du Phare, sur les **communes de Tardingen et Wissant** (territoire de la Communauté de commune de la Terre des 2 Caps).

Le projet se concentre sur un **périmètre très restreint (8 700 m²)** : celui de l'accès à une maison via une **ancienne assise de route départementale**, associé à celui des **abords extérieurs immédiats des bâtiments**.

2 | Les gîtes du Petit phare

Le Conservatoire du littoral est engagé, depuis 2019, dans des travaux de restauration des bâtis du Petit Phare (DP 062 806 21 00002 et DP 062 899 21 00005) sous forme de **gîtes patrimoniaux** : concomitamment au lancement d'un appel à candidatures pour la **remise en gestion de ces gîtes par un exploitant privé**, un appel d'offre a été lancé au début de l'année 2020 pour retenir la maîtrise d'œuvre en charge de la conception du projet de rénovation.

Les travaux de restauration ont débuté par une phase de démolition partiel et de purge des bâtiments, durant l'année 2021. Les travaux de rénovation ont, quant à eux, débuté en mai 2022. L'objectif **est d'ouvrir au public les gîtes au printemps 2023** : 2 gîtes (4 pers pour le plus petit, 6 personnes avec accueil PMR pour le plus grand) seront aménagés dans la longère, et 1 gîte de 2 personnes dans la maisonnette.

Les aménagements liés aux abords extérieurs des bâtiments (accès, stationnement, contention du public, mise en sécurité) devront être réalisés durant le premier trimestre 2023, en amont de l'ouverture.

3 | Contexte réglementaire

3.1 Espace Naturel Remarquable (commune littorale)

Le site de la Baie de Wissant est classé en **Espace Naturel Remarquable et caractéristique du littoral**, au titre de l'article L. 121-23 du Code de l'Urbanisme. Dans ce cadre, les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols doivent préserver les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.

3.4 Zonage PLUi CCT2C



Le projet est situé en partie en zone N et en zone NL.

3.5 Synthèse des procédures applicables ou écartées

- **ENR | R 121-5 et R 421-22 du Code de l'Urbanisme** : dépôt de PA (instruction permis Etat) + présentation du dossier en CDNPS pour avis simple
- **Site inscrit** : avis ABF obligatoire
- **Natura 2000** : le projet est situé en périmètre Natura 2000 et doit faire l'objet d'une étude d'incidences.
- **Evaluation environnementale | Articles 14 et 39 Annexe R 122-2 du Code de l'Environnement** : la surface totale du périmètre d'intervention étant inférieure à 10 000 m², elle rend donc projet non soumis à examen au cas par cas
- **Autorisation de défrichement | Article L 341-6 du Code Forestier** : aucune opération d'abattage, rognage, dessouchage n'est prévue, par ailleurs le projet ne se situe pas en EBC
- **Déclaration Loi sur l'eau | Article R 214-1 du Code de l'Environnement (+ Décret n°2020-828 du 30 juin 2020 relatif aux autorisations de travaux en zones humides)** : pas de création de terrassement en déblais ou remblais, pas d'intervention sur cours d'eau ou zones humides
- **Autorisation de coupe de plantes aréneuses | Article L 143-2 du Code Forestier** : le projet n'affectant aucun espace dunaire, aucune dérogation concernant l'arrachage des plantes aréneuses n'est demandée
- **Fouilles archéo** : DRAC HdF à consulter si présomption

4 | Description des travaux envisagés

4.1 Recalibrage et requalification paysagère de l'ancienne RD

4.1.1 Amélioration de la qualité paysagère

↘ PROBLEMATIQUE L'objectif est à la fois d'améliorer l'intégration paysagère de cette ancienne RD (tapis d'enrobé sur 6 m de large et marquage au sol) et de rester dans un esprit de sobriété d'aménagement (réduction des déchets produits par le chantier, revêtements perméables, matériaux locaux et naturels, végétalisation).



Figure 3 | Vue actuelle de l'ancienne RD

↘ PROPOSITION La solution technique proposée combine ces deux intentions avec :

- le maintien en place de 2 bandes d'enrobés de 1.60 m de large chacune
- la découpe d'une bande centrale sur 0.80 m de large pour création d'une bande végétalisée dans le caractère d'une voie agricole
- le rabotage et l'évacuation des 2 ml excédentaires pour réduire de 6 à 4 m la largeur de la voirie

Ce choix a pour avantage principal de limiter au maximum les déchets tout en retrouvant un vocabulaire de sentier plus confidentiel. Le revêtement en enrobé encore en partie en place permet par ailleurs de conserver la mémoire singulière de ce site, avant le détournement de la RD en vue de l'exploitation de la carrière du Phare dans les années 80.

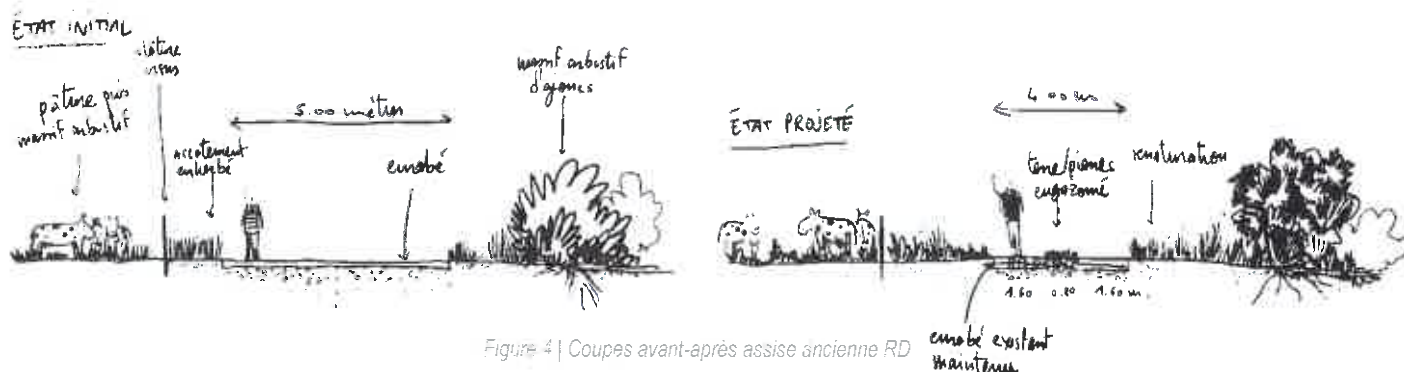


Figure 4 | Coupes avant-après assise ancienne RD

4.1.2 Connexion piétonne depuis le sentier de découverte

↘ PROBLEMATIQUE Aujourd'hui une traversée piétonne permet de connecter les 2 portions de sentier praticables de part et d'autre de l'ancienne départementale. Un marquage au sol jaune matérialise cette traversée, dans un vocabulaire entièrement routier, avec une visibilité peu optimale depuis le Petit Phare (virage, dénivelé).



Figure 5 | Vue sur la traversée piétonne

↘ PROPOSITION Considérant que le requalibrage de l'ancienne départementale aura amélioré l'ambiance paysagère de la voirie, la proposition est de connecter le sentier piéton en provenance de la carrière de phare (et de l'aire de stationnement) sur la voie requalifiée dès le portail d'entrée, via une chicane sélective en chêne massif non traité. Le public sera donc en interface avec les véhicules autorisés (hôtes des gîtes, exploitant des gîtes, Eden 62, ACI) dès le franchissement du portail d'entrée (cf. ci-après). Cette nouvelle connexion implique la création d'une ouverture dans le fourré d'Ajoncs (2 m de large sur 20 ml).



Figure 6 | Emplacement de la future connexion piétonne

Ce petit tronçon n'induit pas la mise en place d'un revêtement particulier : il sera en terrain naturel. La longueur du sentier situé dans le massif d'Ajoncs (pour faire basculer le public sur l'ancienne RD requalifiée) passe de 140 ml à 20 ml dans le projet. Les 140 ml seront décompactés et des casiers de ganivelles seront disposés aux 2 extrémités pour empêcher les intrusions.



Figure 7 | Création d'une nouvelle connexion et renaturation

4.1.3 Cas particulier du portail d'entrée

↘ PROBLEMATIQUE Ce portail marque la fin de l'accès aux véhicules tout public. Seules les personnes autorisées seront en capacité de l'actionner. Actuellement la barrière pivotante bois est équipée d'un cadenas. Les nouveaux usages liés à la fréquentation de visiteurs accueillis dans les gîtes et de leur gestion hebdomadaire par l'exploitant tendent à rechercher une solution ergonomique et durable pour cet accès très particulier. Notons que les réseaux électriques sont enterrés en partie Nord de l'ancienne RD.



Figure 8 | Vue sur le portail d'entrée

↘ PROPOSITION Le nouveau portail sera automatique, avec alimentation électrique reprise sur réseau souterrain actuellement en place à proximité immédiate de la chaussée. Le portail sera à double vantaux, pivotant, identique à la ligne de barrière installée sur le site, de style champêtre (cf. § 4.2.3). Un système de bras automatiques sera installé pour chaque vantail et un système de verrouillage des deux vantaux en position fermé pour être envisagé.



Figure 9 | Portail d'entrée double vantaux automatisé

4.2 Aménagement des abords du gîte

4.2.1 Circulations

↳ PROBLEMATIQUE Les circulations, aux abords des bâtiments seront modifiées du fait de l'accueil des hôtes sur les 3 gîtes (2 gîtes dans la longère, 1 gîte dans la maisonnette). La problématique de l'accès PMR au grand gîte de 6 personnes aménagé dans la partie Est de la longère se pose également : la connexion entre les espaces de stationnement et l'entrée du gîte doit être garantie.

Là encore, l'objectif est de garantir le cachet rural et le séjour immersif, tout en limitant au maximum les mouvements de matériaux et bannissant les revêtements imperméabilisants.

Les 3 usages suivants doivent être rendus compatibles avec les choix techniques validés :

- longère et maisonnette : accès pour les hôtes (dont, partiellement accessibilité PMR) et exploitant des gîtes
- pâture : accès à l'agriculteur-éleveur (y compris accès bétailière)
- chemin technique rive gauche du ruisseau du Phare : accès Eden 62 et ACI

↳ PROPOSITION Un revêtement stabilisé en sable de Marquise, accessible PMR, sera appliqué sur la surface de stationnement (cf. paragraphe ci-après) ainsi que sur la connexion piétonne (1.5 m de large soit 25 m² de surface stabilisée) la reliant à l'entrée de la longère. Afin de réduire au maximum les surfaces traitées, une seule allée centrale distribuera la longère (au lieu de 2 actuellement). Les 2 accès aux pas de portes seront distribués par une allée (2 m de large soit 40 m² de surface stabilisée) longeant le pied de façade, en stabilisé également.

La surface totale concernée par les cheminements stabilisés atteint 65 m² (en rouge sur le zoom ci-après).

Face aux entrées des gîtes, une surface de pavés de réemploi sciés sera déployée afin de marquer de manière qualitative et travailler les 2 accès.

Le reste des surfaces de circulation ne fera l'objet d'aucune intervention. Seul un engazonnement sera réalisé sur les surfaces actuellement en place afin d'en assurer la végétalisation.



Figure 10 | Photos de références pavés sciés et stabilisé de Marquise



Figure 12 | Coupe structurelle sable stabilisé de Marquise



Figure 11 | Cotes des surfaces concernées (zoom)

4.2.2 Stationnements

↳ PROBLEMATIQUE A l'heure actuelle le stationnement sur site n'est pas matérialisé. L'objectif est de regrouper les places de stationnement des 3 gîtes et d'en garantir l'intégration paysagère, vis-à-vis de la sensibilité du site mais également de la qualité de séjour des occupants. Six places de stationnement (longère : 2 + 3 dont une place PMR et maisonnette : 1) doivent être aménagées.



Figure 13 | Situation actuelle du stationnement

↳ PROPOSITION Il est proposé d'appliquer une surface stabilisée correspondant aux 6 places, à l'entrée du site (cf. plan d'aménagement en annexe et zoom ci-après). Le revêtement sera réalisé en sable de Marquise stabilisé renforcé 0/4, la surface concernée (en rouge sur le zomme, ci-après) est de 80 m².

Ces stationnements seront ceinturés, côté longère, par un petit linéaire de haie bocagère, empêchant une covisibilité avec la terrasse du petit gîte, qui elle-même sera accolée au pignon Ouest de la longère.

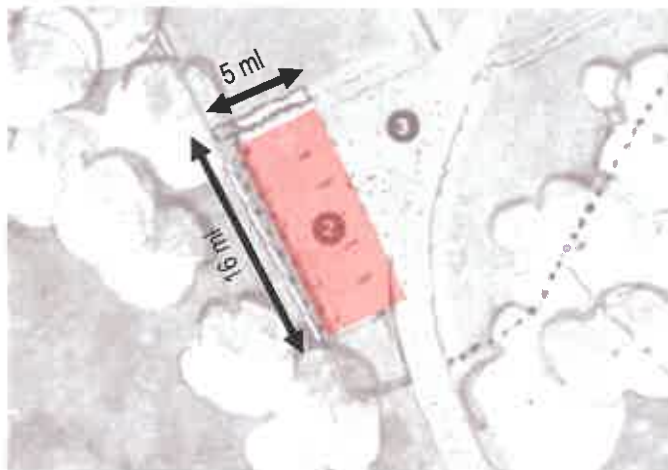


Figure 14 | Cotes des surfaces concernées (zoom)

4.2.3 Mobilier

↘ PROBLEMATIQUE Le mobilier présent sur place est fortement dégradé ou peu adapté à l'esprit des lieux (lisse béton, clôtures plaque béton...). L'objectif est de remplacer ces équipements par une ligne de mobilier inscrite dans un vocabulaire rural, mettant en valeur le matériau bois.



Figure 15 | Vue de l'entrée avec ganivelles, portail et lisse béton

↘ PROPOSITION Concernant les **portails et portillons**, la proposition est de maintenir un rendu sobre et intégré à la sensibilité du paysage environnant.

Les modèles pourront s'inspirer des barrières anglaises avec lisses horizontales et lisses croisées. Une déclinaison en version raccourcie sera adoptée pour les portillons.

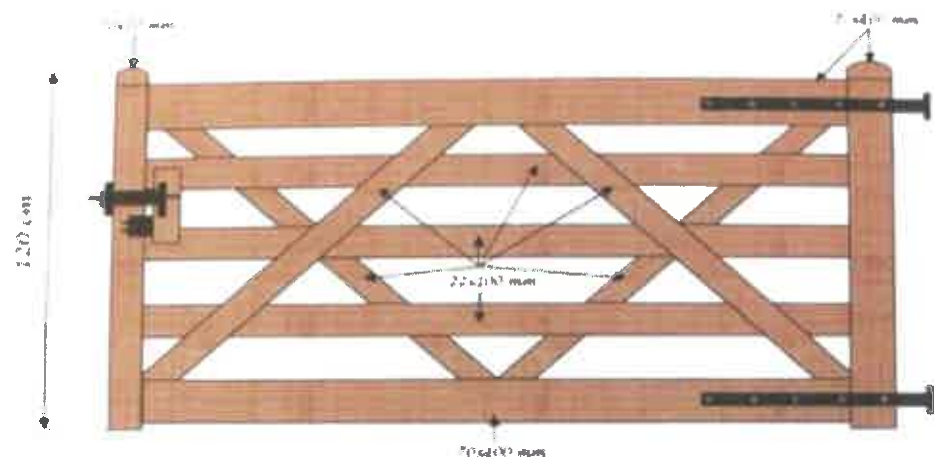
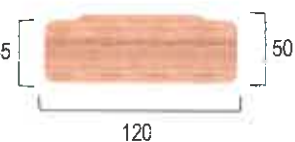


Figure 16 | Schéma de référence pour les portails d'accès en bois

Concernant les **terrasses** incluses dans le projet, elles seront en mélèze non traité. Les lames disposeront d'une surépaisseur centrale afin d'éviter tout phénomène de glissance. Trois terrasses seront aménagées pour accompagner les trois gîtes.



Les surfaces des 3 terrasses sont les suivantes (en rouge sur le zoom ci-après) :

- ❶ Petit gîte : 24 m²
- ❷ Grand gîte : 33 m²
- ❸ Gîte maisonnette : 40 m²



Figure 17 | Photo de référence de terrasse en mélèze non traité

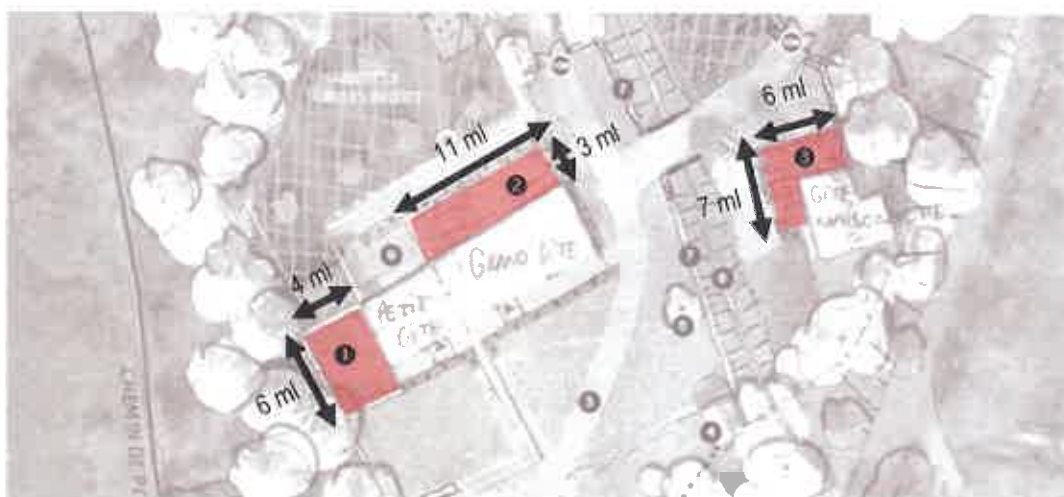


Figure 18 | Cotes des surfaces concernées (zoom)

Enfin, concernant les **clôtures**, la solution retenue se veut transparente et épurée :

- en clôture du jardin ou en protection anti-chute sur le ruisseau du Phare, une clôture en piquets châtaignier avec double filin acier sera installée en remplacement d'une clôture plaques béton.
Longueur totale : 120 ml (en rouge sur le zoom ci-après)



Figure 19 | Photo de référence clôture piquets châtaignier double filin acier

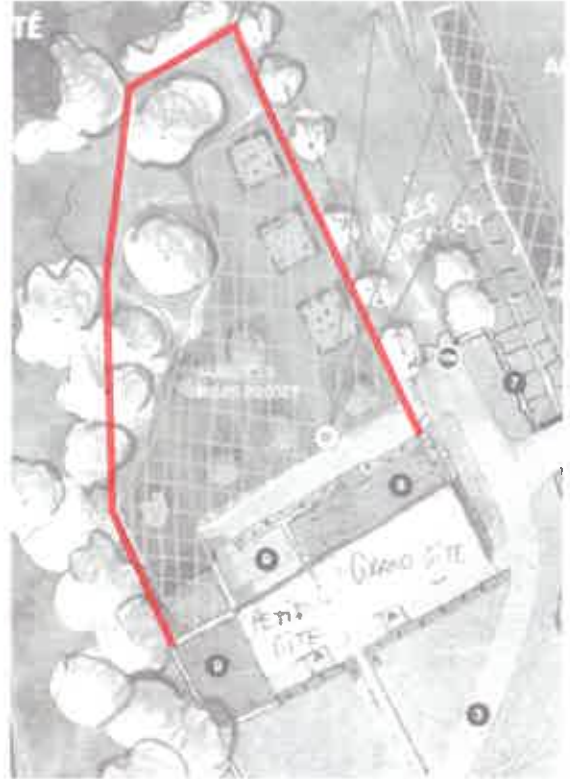


Figure 20 | Cotes des linéaires concernés (zoom)

- lorsque la volonté est de protéger plus fermement les espaces (zone de dépôt Eden 62), une ganivelle de châtaignier (ht. HS 120 cm) sera installée, en remplacement d'une clôture basse lisse béton.
Longueur totale : 80 ml (en rouge sur le zoom ci-après)



Figure 22 | Photo de référence de ganivelle châtaignier



Figure 21 | Cotes des linéaires concernés (zoom)

4.2.4 Plantations

↘ PROBLEMATIQUE Aujourd'hui la végétation en place est peu cohérente avec la sensibilité du site (troènes, tamaris...) même s'il persiste quelques frênes têtards aux abords immédiats des bâtiments ainsi que des fruitiers dans le jardin de la longère.

Les plantations, notamment sous forme de haies, doivent permettre d'accompagner les usages au sein des bâtiments et sur leurs abords.

↘ PROPOSITION Des linéaires de haies vives seront plantés selon indication aux plans. L'objectif est de diversifier les essences d'arbustes sélectionnés : Erable champêtre, Charme commun, Fusain d'Europe et Hêtre commun composeront des haies champêtres favorables à la biodiversité locale.



5 | Montage opérationnel

Ces travaux sont étroitement liés aux crédits Plan de relance dans le cadre de l'enveloppe spécifique dont le Conservatoire du littoral bénéficie au titre de la protection des espaces littoraux (25 M€ à l'échelle nationale). La rénovation des gîtes du Petit Phare est une opération majoritairement financée par le Plan de relance.

Le Département du Pas de Calais, porteur du Label Grand Site de France, accompagne le Conservatoire du littoral dans cette démarche en prenant à sa charge le financement de la partie paysagère du projet. Il sera donc maître d'œuvre de la présente opération.

6 | Calendrier d'intervention

L'objectif étant d'ouvrir au public les gîtes au printemps 2023, les travaux d'aménagement paysagers devront être réalisés en amont, soit au premier trimestre 2023.

Coordonnées du porteur de projet :

Nom :

Conservatoire du littoral

19 Quai Giard

62 930 WIMEREUX

Téléphone : 06 86 26 24 87

Email : m.calcoen@conservatoire-du-littoral.fr

Nom du projet :

Requalification des accès et abords extérieurs des gîtes du Petit Phare

I/Description du projet

1/ A quel titre le projet est-il soumis à évaluation des incidences ?

ITEM 4 : Travaux et aménagements soumis à permis d'aménager

2/ Localisation du projet par rapport au(x) site(s) Natura 2000 et cartographie

Le projet est situé : Maison du Petit Phare

Nom de la commune : WISSANT

Département : 62

Lieu-dit : le Phare

Nom du site Natura 2000	Numéro du site Natura 2000	Types de zones	Localisation du projet tout ou partie en site Hors site
« Falaises du Cran aux Oeufs et du Cap Gris-Nez, Dunes du Chatelet, Marais de Tardinghen et Dunes de Wissant »	FR3100478	Directive Habitats	Tout en site
« Cap Gris-Nez »	FR3110085	Directive Oiseaux	Hors site

Le projet se situe :

- ☒ En site Natura 2000 : FR3100478 Directive Habitats « Falaises du Cran aux Oeufs et du Cap Gris-Nez, Dunes du Chatelet, Marais de Tardinghen et Dunes de Wissant »
- ☒ Hors site Natura 2000 : à 800 m du site n° FR3110085 Directive Oiseaux « Cap Gris-Nez »

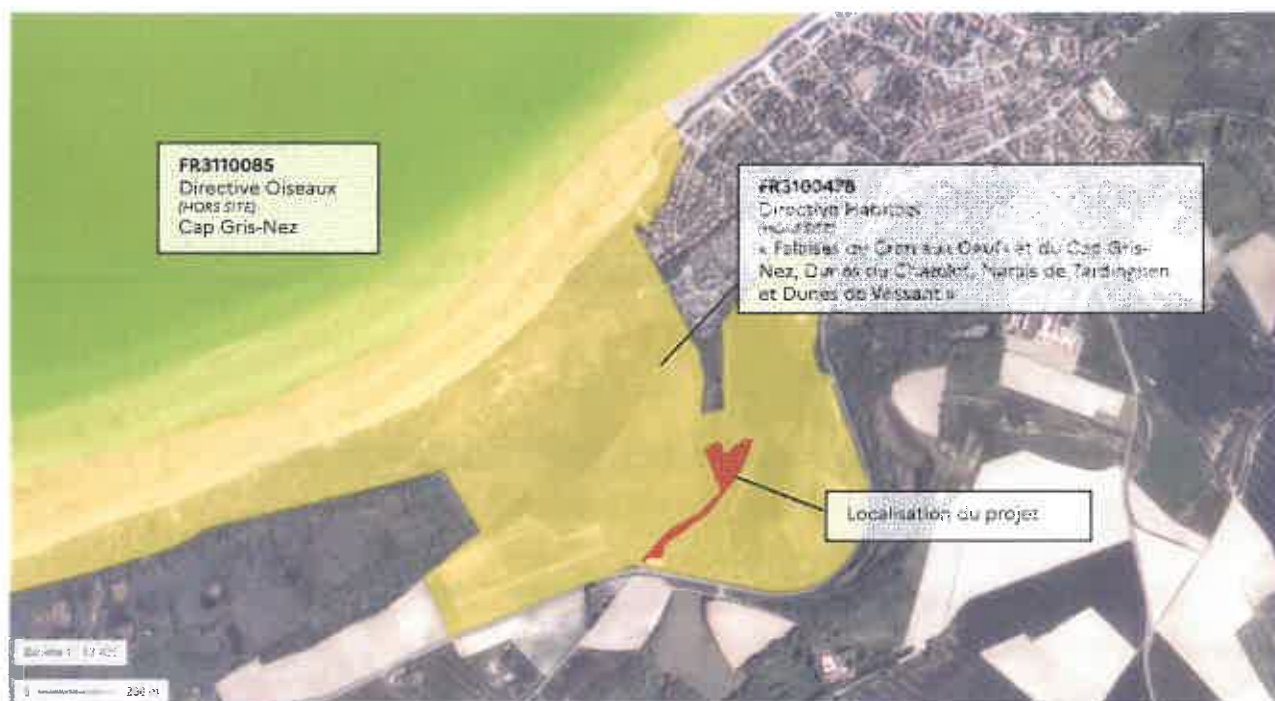


Figure 1 - Carte de localisation

3/ Nature du projet, de la manifestation ou de l'intervention

Amélioration de la qualité paysagère des accès et abords des gîtes du Petit phare incluant :

- une réduction d'emprise de l'ancienne route départementale
- le remplacement du mobilier (clôtures, portails)
- l'aménagement des circulations aux abords immédiats des bâtiments (terrasses bois, sentiers PMR, accès VL)
- la plantation de haies bocagères et charmilles

4/ Entretien / fonctionnement / rejets

L'intervention est circonscrite aux abords de la maison et à l'emprise de l'ancienne route départementale.

Les travaux incluent la création d'une ouverture de 2 m de large sur 20 m de long soit 40 m² afin de supprimer et renaturer un chemin actuellement emprunté par le public sur 140 ml (soit 280 m² d'espaces naturels renaturés). Le nouveau chemin sera en pleine terre, aucun revêtement ne sera appliqué. Il se situe dans un massif dense d'Ajonc d'Europe, non classé en habitat à enjeux au titre de Natura 2000.

5/ Durée et période des travaux

- Date envisagée de début des travaux : Février 2023
- Durée précise des travaux : 2 mois
- Période précise des travaux : entre le 1^{er} février 2023 et le 31 mars 2023

II/ Définition de la zone d'influence du projet

La zone d'influence est strictement limitée à l'emprise du chantier. Le projet n'aura aucun impact sur le milieu aquatique ou le réseau hydraulique. Aucune piste de chantier ne sera réalisée ni zone de stockage.

Les travaux n'auront aucun impact sur les fonctionnalités écologiques du site.



Figure 2 - Définition de la zone d'influence du projet

III/ Description du site Natura 2000 concerné par le projet

Site Natura 2000 N° et Nom	Habitats Code Natura 2000+nom	Présence dans la zone d'influence
FR3100478 Directive Habitats « Falaises du Cran aux Oeufs et du Cap Gris- Nez, Dunes du Chatelet, Marais de Tardinghen et Dunes de Wissant »	1110 - Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine	NON
	1140 - Replats boueux ou sableux exondés à marée basse	NON
	1170 - Récifs	NON
	1210 - Végétation annuelle des laissés de mer	NON
	1230 - Falaises avec végétation des côtes atlantiques et baltiques	NON
	2110 - Dunes mobiles embryonnaires	NON
	2120 - Dunes mobiles du cordon littoral à <i>Ammophila arenaria</i> (dunes blanches)	NON
	2130 - Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)	NON
	2160 - Dunes à <i>Hippophaë rhamnoides</i>	NON
	2170 - Dunes à <i>Salix repens</i> spp. <i>argentea</i> (<i>Salicion arenariae</i>)	NON
	2180 - Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale	NON
	2190 - Dépressions humides intradunaires	NON
	3130 - Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelletea uniflorae</i> et/ou des <i>Isoeto-Nanojuncetea</i> (0 %)	NON
	3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	NON
	6230 - Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	NON
	6410 - Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	NON

	6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaies et des étages montagnard à alpin	NON
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	NON
	7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (<i>Cratoneurion</i>)	NON
	91E0 - Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	NON

Site Natura 2000 N° et Nom	Espèces Code Natura 2000+nom	Présence dans la zone d'influence
FR3100478 Directive Habitats « Falaises du Crân aux Oeufs et du Cap Gris-Nez, Dunes du Chatelet, Marais de Tardinghen et Dunes de Wissant »	M 1349 <i>Tursiops truncatus</i>	NON
	M 1351 <i>Phocoena phocoena</i>	NON
	M 1364 <i>Halichoerus grypus</i>	NON
	M 1365 <i>Phoca vitulina</i>	NON
	A 1166 <i>Triturus cristatus</i>	NON
	M 1321 <i>Myotis emarginatus</i>	NON

IV/ Incidences du projet

INCIDENCES POTENTIELLES DIRECTES

Site Natura 2000 N° et Nom	Habitats naturels, habitats d'espèces ou espèces susceptibles d'être concernés (nom +code Natura 2000)	Description des Incidences potentielles directes	Mesures prévues pour éviter ou réduire les incidences	Conclusion : le projet peut-il conduire à une incidence résiduelle significative ? Oui/non Pourquoi ?
Site Natura 2000 FR3100479 « Falaises et dunes de Wimereux, estuaire et basse vallée de la Slack, Garenne et Communal d'Ambleteuse »	Néant - Aucun habitat classé Natura 2000 concerné par les travaux			

INCIDENCES POTENTIELLES INDIRECTES

Site Natura 2000 N° et Nom	Habitats naturels, habitats d'espèces ou espèces susceptibles d'être concernés (nom +code Natura 2000)	Description des Incidences potentielles directes	Mesures prévues pour éviter ou réduire les incidences	Conclusion : le projet peut-il conduire à une incidence résiduelle significative ? Oui/non Pourquoi ?
Site Natura 2000 FR3100479 « Falaises et dunes de Wimereux, estuaire et basse vallée de la Slack, Garenne et Communal d'Ambleteuse »	Néant			

V/ Conclusion

1/ Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence significative ?

Suite à la réflexion qui a été menée tout au long de ce formulaire et des mesures de réduction d'évitement ou d'accompagnement qui ont été envisagées, le projet est-il susceptible d'avoir une incidence significative sur le(s) site(s) Natura 2000 ?

☒ **NON** : ce formulaire, accompagné de ses pièces, est joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

Exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet n'a pas d'incidences significatives :

Le projet prévoit la requalification paysagère des abords d'un bâtiment, sur des surfaces déjà artificialisées (enrobé, stabilisé...) ou assimilables à des jardins d'ornement.

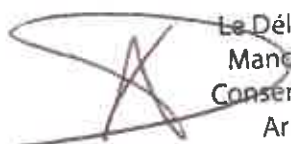
Le seul habitat naturel concerné est un fourré d'Ajoncs d'Europe (*Ulex europaeus*) avec la création d'une ouverture sur 40 m². Cette nouvelle connexion est associée à la suppression d'un chemin existant (280 m²) qui sera entièrement renaturé et fermé au public.

Le projet n'a donc aucune incidence significative sur le site Natura 2000.

A : Wimereux

Le : 18/08/2022

Signature : M. Arnault GRAVES



Le Délégué de Rivages
Manche Mer du Nord
Conservatoire du littoral
Arnault GRAVES